



Histoire de l'éducation

115-116 | 2007

L'éducation des filles XVIII^e-XXI^e siècles

ROGERS (Rebecca). – *From the Salon to the Schoolroom. Educating Bourgeois Girls in Nineteenth-century France*

University Park : The Pennsylvania State University Press, 2005. – 335 p.

Marianne Thivend



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1430>

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

Pagination : 247-250

ISBN : 978-2-7342-1101-3

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Marianne Thivend, « ROGERS (Rebecca). – *From the Salon to the Schoolroom. Educating Bourgeois Girls in Nineteenth-century France* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 115-116 | 2007, mis en ligne le 03 avril 2009, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1430>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

© Tous droits réservés

ROGERS (Rebecca). – *From the Salon to the Schoolroom. Educating Bourgeois Girls in Nineteenth-century France*

University Park : The Pennsylvania State University Press, 2005. – 335 p.

Marianne Thivend

RÉFÉRENCE

ROGERS (Rebecca). – *From the Salon to the Schoolroom. Educating Bourgeois Girls in Nineteenth-century France*. – University Park : The Pennsylvania State University Press, 2005. – 335 p.

¹ Questionner la place des femmes dans la nouvelle société née de la Révolution et envisager leur rôle dans la redéfinition de la famille aristocratique et bourgeoise au XIXe siècle à travers l'éducation, et plus précisément à travers les institutions secondaires de jeunes filles, tel est l'objet du dernier livre de Rebecca Rogers.

² Tout au long de l'ouvrage, l'auteur confronte l'éducation pensée à l'éducation reçue, les représentations qui émanent des débats sur l'éducation des filles à la réalité des écoles, incarnée par leurs élèves et leurs enseignantes. La richesse de l'ouvrage, et son originalité, se situent sans doute dans cette rencontre entre les visions culturelles de la féminité bourgeoise et les expériences de scolarités féminines. Le travail de R. Rogers est en effet le produit de deux traditions historiographiques, celle de l'histoire sociale « à la française », qui l'attache aux écoles, aux enseignantes et aux élèves, et celle de la *new cultural history* américaine, qui l'oriente vers l'analyse des discours et des représentations. Cette double approche nécessite de faire appel à des sources très diverses, depuis les écrits politiques et pédagogiques jusqu'aux prospectus des établissements en passant par les règlements municipaux, les journaux intimes, la presse. Ces allers-retours entre textes et pratiques introduisent une dynamique fructueuse, qui renouvelle notre regard tant sur l'enseignement des filles que sur la place des femmes dans l'ordre social du XIXe siècle.

³ D'une part, l'auteur propose de relire une historiographie républicaine qui a longtemps diminué et dévalorisé l'action des congréganistes, et plus largement de tout acteur privé, pour mieux mettre en valeur les réformes des années 1880. Après Sarah Curtis, qui a réhabilité l'œuvre des congréganistes dans le développement de l'enseignement primaire au XIXe siècle, R. Rogers montre que l'éducation secondaire des filles existe bien avant les cours Duruy de 1867 et la loi Camille Sée de 1880. L'enseignement proposé n'est pas uniquement religieux ou domestique, mais il est si diversifié en fonction des écoles, des enseignantes et même des élèves que des nuances s'imposent : les sœurs ne sont pas toutes ignorantes et n'élèvent pas toutes des filles superstitieuses. Ce travail vient ainsi enrichir les travaux fondateurs de Françoise Mayeur, réalisés il y a plus de vingt-cinq ans, et qui n'avaient encore guère eu de successeurs. Et l'auteur d'exhumer ces innombrables « maisons d'éducation », « pensions » et autres « institutions » qui, ne suscitant guère l'intérêt de l'État au XIXe siècle – pas plus que celui des chercheurs d'aujourd'hui –, ont laissé peu de traces dans les centres d'archives. Mais à chercher, on trouve, et le contrôle municipal et préfectoral qui s'instaure au fil du siècle sur ces écoles de filles a produit des rapports bien utiles à l'historien.

⁴ D'autre part, l'auteur s'éloigne d'une histoire des femmes et du genre parfois encore misérabiliste en considérant les écoles de filles comme une des clés de l'émancipation féminine. L'enseignement secondaire féminin a contribué à réduire le fossé entre sphère privée et sphère publique : en ouvrant des écoles en ville, les enseignantes n'entrent-elles pas dans cette dernière ? D'une manière générale, de nouvelles opportunités sont ainsi offertes aux jeunes filles de la bourgeoisie, qui se voient proposer, certes, une éducation domestique ou religieuse, mais aussi, au fil du siècle, un enseignement plus ambitieux intellectuellement, fait de mathématiques et d'histoire, voire parfois de latin.

⁵ La première partie de l'ouvrage, consacrée à la reconstruction de l'éducation féminine dans la période post-révolutionnaire, met en scène des femmes qui, soucieuses de redessiner la vie familiale aristocratique et bourgeoise ébranlée par la Révolution, n'hésitent pas à prendre la plume pour réformer l'éducation des filles. Malgré la teneur plutôt conservatrice des textes laissés par des pédagogues comme Mme Campan ou Albertine Necker de Saussure, ou des ouvrages de littérature pour jeunes filles, est souligné le caractère ambitieux de certains projets, tels ces programmes scolaires où le latin prend place aux côtés de la religion, où les mathématiques côtoient l'histoire. La demande sociale existe pour cette éducation, comme l'atteste le développement des institutions « secondaires » féminines dans les principales villes du pays, Paris en tête. Pour illustrer les pratiques pédagogiques en vigueur, l'école de la Légion d'honneur et les écoles de la Société du Sacré-Cœur font l'objet d'une analyse comparée, qui s'appuie sur les programmes, l'organisation des études, l'observation du personnel enseignant et des élèves.

⁶ La deuxième partie, qui traite de la période 1830-1880, confronte, comme la première, les discours aux pratiques scolaires, dans un contexte de fort développement des institutions laïques et congréganistes. Saint-simoniens, féministes, catholiques, discutent de la place à donner aux femmes dans une société en mutation, partagés qu'ils sont entre la volonté de leur offrir une éducation solide et même, pourquoi pas, orientée vers une profession, et la crainte de voir des femmes trop instruites délaisser la famille et la sphère privée et venir miner l'ordre social existant. Puis, l'auteur examine comment ces différentes visions de la féminité, de la femme nouvelle au « bas-bleu », se manifestent

dans les écoles. Au fil des portraits – passionnants – d’enseignantes laïques et congréganistes, sont mis en évidence les efforts entrepris, par les autorités publiques ou par les congrégations, pour les professionnaliser, mais aussi les résistances à ce processus qui s’expriment sous le Second Empire. Les institutions, éphémères ou durables, mais de toute façon fort nombreuses, sont approchées de près, dans leur hiérarchie – leur statut dépendant de leur public, qui va de l’aristocratie aux petites classes moyennes et des très jeunes élèves jusqu’aux adolescentes –, dans leurs contenus éducatifs, qui vont de l’éducation encyclopédique à l’apprentissage des qualités féminines, et dans leurs finalités : marché du mariage ou préparation au brevet.

7 La dernière partie délaisse le terrain des écoles pour revenir sur celui des représentations liées à l’éducation des filles : terrain plus politique donc, envisagé entre 1850 et 1880. Sont ainsi relus à l’aune du genre les discours sur la question de l’enseignement secondaire féminin : discours des républicains, des féministes, mais aussi des catholiques, dont l’auteur nous fait entendre les voix discordantes, telle celle de la Mère Marie du Sacré-Cœur, qui milite pour une adaptation des pratiques enseignantes au monde moderne. Enfin est examinée l’exportation du modèle français d’éducation des jeunes filles dans les colonies. Partant à la suite des administrateurs coloniaux, ou même seules, des femmes fondent des écoles de filles en Algérie et en Afrique de l’Ouest. L’auteur montre combien la greffe a du mal à prendre : à la fin du siècle, les missionnaires opèrent un repli sur l’éducation des seules Européennes d’Afrique, délaissant les autochtones, musulmanes ou animistes. Très novatrice est aussi l’étude de l’implantation d’institutions secondaires françaises en Angleterre et aux États-Unis. On apprend ainsi que, pour les ordres religieux, éduquer les « sauvages » d’Afrique et les protestants américains relève du « même combat » : il s’agit de régénérer les familles par l’influence de femmes mieux éduquées. Près de 6 000 sœurs ont ainsi contribué à cette mission civilisatrice outre-Atlantique entre 1840 et 1900.

8 Au-delà de la forte diversité des projets et des réalisations pédagogiques, parfois contradictoires (de l’apprentissage des bonnes manières et de l’élégance féminine, dans certaines institutions, à la préparation au brevet complet dans d’autres), l’auteur met bien en évidence une tendance au renforcement des exigences éducatives pour les jeunes filles des classes moyennes et supérieures dans la période allant des lendemains de la Révolution aux années 1880. Des femmes en profitent, qui écrivent, fondent des écoles en France ou à l’étranger, enseignent, voire viennent grossir les rangs des féministes. R. Rogers a ainsi brillamment montré comment les institutions secondaires de jeunes filles, jusqu’alors ignorées, ont contribué à la redéfinition des relations de genre et de la place des femmes dans la société.

9 On se réjouit qu’une traduction de l’ouvrage par Céline Grasser rende depuis peu l’ouvrage directement accessible aux lecteurs francophones¹. Préfacé par Michelle Perrot, il offre en outre plusieurs annexes (un tableau des femmes « écrivains pédagogiques » du début du XIXe siècle, un autre des enseignants masculins et féminins dans les pensionnats parisiens entre 1845 et 1860, et un dernier indiquant la profession des pères et des maris des directrices de ces pensionnats de 1810 à 1880), ainsi qu’une importante bibliographie, un index des noms et des lieux et un index thématique.

NOTES

1. Rebecca Rogers, *Les bourgeoises au pensionnat. L'éducation féminine au XIXe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 390 p.
-

AUTEURS

MARIANNE THIVEND